

Communiqué du Conseil d'Etat

26 mai 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Dispositions transitoires du financement hospitalier: Genève défavorable à l'initiative parlementaire du Conseil des Etats	4
Protection des mineurs et des personnes vulnérables : le projet fédéral est opportun mais doit être mieux défini	4
Règlement d'application de l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement modifié	5
Genève	6
Hockey sur glace : le canton et la Ville de Genève soutiennent financièrement les juniors	6
Oui à la restructuration des bibliothèques de l'université de Genève	6
Soutien à Cinéma Tous Ecrans	7
Classement des locaux du « Relais de l'Entrecôte »	7
Nouvelle dénomination à Vernier	8
Accident nucléaire au Japon: les mesures de veille sont levées	8
Agenda des invitations à la presse	9

Dispositions transitoires du financement hospitalier: Genève défavorable à l'initiative parlementaire du Conseil des Etats

Le Conseil d'Etat désapprouve l'initiative parlementaire de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats relative au nouveau financement hospitalier, actuellement mise en consultation. Ce texte introduirait en effet de nouvelles incertitudes quant à l'impact sur les tarifs des prestations, les primes d'assurance maladie ainsi que sur la constitution de la liste hospitalière. Et ce à quelques mois de l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation déjà complexe. La volonté affichée de geler les tarifs est en effet inapplicable tant que la nouvelle structure tarifaire n'est pas connue.

Le Conseil d'Etat considère que cette initiative va à l'encontre du principe de la sécurité du droit.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Protection des mineurs et des personnes vulnérables : le projet fédéral est opportun mais doit être mieux défini

Le Conseil d'Etat a indiqué que les modifications de la Constitution fédérale, du code pénal, du code pénal militaire et du droit pénal des mineurs afin de mieux protéger les mineurs et les personnes particulièrement vulnérables, proposées dans le cadre d'une consultation du Département fédéral de justice et police, sont opportunes mais doivent être complétées.

Il s'agirait d'interdire aux auteurs d'actes criminels – notamment d'ordre sexuel – contre des mineurs et des personnes particulièrement vulnérables d'exercer certaines activités « professionnelles et non professionnelles ». Seraient également prévues l'interdiction de contact et de proximité géographique et la création d'un extrait spécial du casier judiciaire dont la production sera obligatoire à quiconque voudrait exercer une activité avec des mineurs ou d'autres personnes particulièrement vulnérables.

Tout en soulignant le bien-fondé des mesures proposées, le Conseil d'Etat remarque cependant qu'elles sont susceptibles d'entraîner des charges importantes pour les cantons.

Il serait dès lors souhaitable que l'étude de droit comparé déjà menée par la Confédération soit complétée par des indications relatives à l'efficacité des mesures prises à l'étranger et à leur coût. Un examen des outils d'ores et déjà disponibles dans les cantons – qui ne semble pas avoir été fait – serait également très utile. A titre d'exemple, la transmission aux services de la jeunesse d'éléments de dossiers de police permet d'éviter d'attendre l'issue d'une procédure pénale pour prendre des mesures de précaution.

La compétence nouvelle prévue par la Confédération via une modification de la Constitution devrait par ailleurs se limiter à celle d'instaurer une obligation d'exiger un extrait du casier judiciaire. La formulation mise en consultation est trop vague et trop large.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 09.

Règlement d'application de l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement modifié

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de [l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement](#).

Cette adaptation est rendue nécessaire par la modification de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) et de l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE).

Outre la mise en conformité avec le droit fédéral, cette révision permet d'améliorer, de clarifier et de simplifier l'application du règlement, notamment en matière d'évaluation environnementale stratégique (EES) et de procédures à suivre en cas d'étude de l'impact sur l'environnement (EIE).

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général, office de l'environnement, DSPE, ☎ 022 388 80 01.

Hockey sur glace : le canton et la Ville de Genève soutiennent financièrement les juniors

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi relatif à l'indemnité financière en faveur de l'association Genève Futur Hockey (GFH) dédiée à la formation des juniors sur le plan cantonal. Il a pour but de formaliser jusqu'en 2014 – avec la signature d'un contrat de prestations – les relations qu'entretiennent l'Etat, la Ville de Genève et GFH.

Le projet de loi prévoit un soutien combiné de l'Etat de Genève et de la Ville de Genève d'un montant total d'un million de francs par année sur quatre ans. Le montant est réparti pour moitié entre l'Etat de Genève et la Ville de Genève.

Ce projet de loi a pour objectif d'améliorer les conditions de formation de la relève de l'élite du hockey genevois, de soutenir l'ensemble des clubs formateurs du canton et de développer la pratique de ce sport dans les communes. Ce projet avait été annoncé au mois de juin 2010 suite aux difficultés rencontrées alors par le Genève Servette Hockey Club (GSHC).

Pour le GSHC, qui assurait jusqu'ici seul les coûts de la formation des juniors de 17 à 20 ans, cette subvention lui permettrait de concentrer davantage ses efforts sur la première équipe inscrite en ligue nationale A.

Pour les collectivités publiques concernées, il s'agit d'une première en matière de soutien au sport d'élite et en particulier aux structures de formation des jeunes talents, tel qu'il figure dans le programme de législature du Conseil d'Etat.

Il reviendra au Grand Conseil de se prononcer sur le projet de loi.

*Pour tout complément d'information : M. Michael Kleiner, secrétaire général adjoint, DIP,
☎ 022 327 94 11.*

Oui à la restructuration des bibliothèques de l'université de Genève

Dans sa réponse à la pétition demandant un moratoire du projet de restructuration des bibliothèques de l'université de Genève, le Conseil d'Etat rappelle que, depuis l'entrée en vigueur de la [loi sur l'université](#), l'université, représentée par son rectorat, est autonome dans son organisation et sa gestion. Le gouvernement genevois est toutefois convaincu que la réorganisation nécessaire des bibliothèques doit être menée dans un climat de confiance et de sérénité. Les principaux objectifs de cette réorganisation sont la mise en réseau des prestations supplémentaires aux usagers, une collaboration renforcée avec les milieux académiques et une amélioration de la visibilité des collections.

Le Conseil d'Etat s'est exprimé devant le Grand Conseil le 17 mars 2011 en précisant qu'il convient que l'université assure une information de proximité et prenne en compte les inquiétudes et les propositions du personnel. Dans sa réponse, il a encore souhaité qu'une commission paritaire puisse négocier les questions relatives à l'emploi futur du personnel des bibliothèques.

A l'avenir, le Conseil d'Etat continuera de veiller à ce que les bibliothécaires puissent continuer d'exercer leur profession dans le respect des règles professionnelles et dans un cadre mieux adapté aux nouvelles attentes du public.

*Pour tout complément d'information : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP,
☎ 022 546 69 15.*

Soutien à Cinéma Tous Ecrans

Le Conseil d'Etat a accordé à l'association Cinéma Tous Ecrans une aide financière annuelle de 180 000 francs pour les années 2011 à 2014 (soit un total de 720 000 francs).

Cette aide est attribuée dans le cadre du renouvellement de la convention de subventionnement établie conjointement entre la République et canton de Genève et la Ville de Genève, d'une part, et Cinéma Tous Ecrans, d'autre part.

Elle confirme que Cinéma Tous Ecrans s'inscrit dans la politique culturelle menée par la Ville et l'Etat de Genève dans le domaine du cinéma, en particulier la diffusion de films. Cette aide encourage notamment, à travers les actions menées par Cinéma Tous Ecrans, la diversité de l'offre, l'accès et la sensibilisation des publics, notamment des jeunes spectateurs, à une production cinématographique ou télévisuelle de qualité.

*Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Classement des locaux du « Relais de l'Entrecôte »

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté de classement des locaux du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 49, rue du Rhône et de leurs éléments dignes d'intérêt, actuellement occupés par le restaurant «Le Relais de l'Entrecôte».

Installée dès 1912 à son emplacement actuel, l'ancienne brasserie Bavaria connut les grandes heures de la Société des Nations (SDN), avant de devenir le « Relais de l'Entrecôte » dans les années 1980. Lors des séances plénières de la SDN dans la salle de la Réformation toute proche, l'établissement servait de buvette aux délégués.

Entièrement rénové en 1942 par l'architecte Jean Falcicola et l'ensemblier Louis Amiguet, le restaurant a conservé l'intégralité de son mobilier et de son décor (hormis les prestigieuses caricatures de Derso et Kelen, actuellement rassemblées dans une collection privée genevoise). La disposition des vitrines, les espaces intérieurs, les plafonds boisés, les hautes boiseries de chêne et les pièces du mobilier telles que comptoir, miroirs, banquettes, tables et chaises, font désormais l'objet d'une protection ciblée.



La commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) avait voté le 27 novembre 2007 une résolution demandant au Conseil d'Etat d'initier une procédure de classement du «Relais de l'Entrecôte», puis avait donné un préavis favorable à son classement, le 27 avril 2010. La Ville de Genève avait également demandé au Conseil d'Etat de procéder au classement de ce lieu.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale et conservatrice des monuments, office du patrimoine et des sites, DCTI, ☎ 022 546 60 95.

Nouvelle dénomination à Vernier

Sur proposition de la commune de Vernier, le Conseil d'Etat a donné le nom de « passage de l'Eclipse » au passage pour piétons situé sous la route de Meyrin à la hauteur du centre commercial de Balexert. Cette dénomination fait référence à la maison des jeunes « L'Eclipse », située à proximité de ce passage et bien connue des jeunes Verniolans et Meyrinois. Cette dénomination entrera en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Pour toute information complémentaire: M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 01.

Accident nucléaire au Japon: les mesures de veille sont levées

Le Conseil d'Etat a décidé de lever le dispositif de veille mis en place pour le canton le 16 mars dernier à la suite de l'accident nucléaire survenu le 11 mars sur le site de la centrale de Fukushima au Japon (voir [point de presse du Conseil d'Etat du 7 avril 2011](#)).

Les analyses effectuées à ce jour à l'échelon national, tant au sol qu'en altitude, n'ont pas démontré d'augmentation significative de la radioactivité. La situation n'a pas présenté de danger particulier pour la population.

La levée du dispositif de veille est en cohérence avec le dispositif fédéral. A la fin du mois d'avril, l'Office fédéral de la santé publique a en effet désactivé sa ligne d'information sur l'accident nucléaire de Fukushima. Toutefois, afin de répondre aux exigences de protection de la population, les membres de la cellule de veille ne relâchent pas leur attention quant aux possibles évolutions de la situation.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur de la sécurité civile, DIM, ☎ 022 727 02 10.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
30 mai 10h00	Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIF)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
31 mai 17h00	Prestation de serment des conseillers/ères administratifs, maires et adjoint-e-s	Cathédrale Saint-Pierre	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
14 juin 11h00	Inauguration du tram « Stop violences à la maison »	Arrêt TPG « Place Neuve »	DSPE	Yvette Renard ☎ 022 327 92 06 David Bourgoz ☎ 022 546 89 80
14 juin 14h30	Promotion économique	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Irina Sakharova Quitt ☎ 022 388 34 34
16 juin 11h45	Sélections des vins de Genève	Cour de l'Hôtel de Ville	DIM/ OPAGE	Denis Beausoleil ☎ 022 388 71 55